



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

PRENDRE SUR LES PROFITS POUR PROFITER DE NOS RETRAITES!

Ça commence en Grèce

L'actualité économique est marquée par une Grèce de plus en plus à la dérive dont le gouvernement appelle à l'aide pour sauver le pays de la faillite. En fait, à une cure d'austérité sévère qui a provoqué la colère d'une partie des salariés du public, fera suite ... une nouvelle cure d'austérité prônée par le directeur du FMI, le socialiste Dominique Strauss-Kahn (préconisant « une baisse générale des salaires ») et par la chancelière allemande de droite, Angela Merkel (exigeant « un plan d'économies crédibles »). Le pays s'est engagé donc à des « réformes structurelles » douloureuses touchant en particulier le droit du travail et les retraites.

Les retraites en France

Mais la Grèce n'est pas un pays à part. La cure d'amaigrissement que doit supporter le monde du travail grec peut être appliquée très rapidement à d'autres pays. En France le pouvoir Sarkozy n'est pas en reste, sur les retraites en particulier. La dernière trouvaille en date: le gouvernement réfléchirait à « une astuce », dans le cadre de la soi-disant réforme des retraites. Les salariés pourraient, s'ils le souhaitent, continuer de partir à 60 ans, mais leur pension serait amputée, même s'ils ont acquis tous leur trimestres, avec la mise en place d'une décote liée à l'âge. L'offensive patronale et gouvernementale se poursuit donc, sans cesse relayée dans les médias par l'idée que les retraites c'est un problème démographique, et qu'il faut travailler plus longtemps, idée partagée par ailleurs par certains dirigeants du PS.

De l'argent, il y en a!

Mais encore une fois il faut l'affirmer haut et fort: les retraites c'est avant tout une question de répartition des richesses et du travail.

Il est inacceptable qu'une écrasante majorité de la population - les salariés d'aujourd'hui comme de demain - soit amenée à travailler plus pour gagner moins à la retraite alors qu'une poignée de grands patrons bénéficient de « retraites chapeaux ». Des prestations faiblement soumises à l'impôt, des millions d'euros versés à des dirigeants qui touchent ainsi, pour certains d'entre eux, 400 fois le minimum vieillesse!

Il est indécent que 40 dirigeants des plus grosses sociétés cotées en bourse, aient pu toucher pour 2009, 79,5 millions d'euros pour 2008 (soit 3 millions d'euros de progression par rapport à 2008, merci la crise), alors que les mêmes exigent pour la majorité de la population de se serrer la ceinture tous les mois.

Premier mai, début de la riposte

La défense du système des retraites et le refus d'un recul social généralisé sont à l'honneur pour ce Premier mai. C'est l'occasion d'exiger, pour tous et toutes, une retraite à taux plein, à 1500 euros net minimum, à 60 ans.

Mais ce n'est que le début d'un affrontement qui sera rude. Partout nous devons multiplier les cadres collectifs de débats et d'action pour sauver nos retraites. Il n'y a pas d'alternatives possibles : il faut combattre et battre ce pouvoir réactionnaire et illégitime.

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

Mardi 27 avril

GROS MENSONGES ET VÉRITÉS SUR LES RETRAITES

On doit combattre avant tout l'offensive idéologique et l'idée que les retraites sont un problème de démographie. Les politiques, les experts de tout poil et le MEDEF, relayés par de nombreux médias, veulent nous le faire croire : le nombre de retraités augmentant, l'espérance de vie également, il serait tout naturel de travailler plus longtemps.

✓ L'espérance de vie augmente, mais il est **faux** de faire croire qu'elle est la même pour tous. L'espérance de vie chez les hommes varie de 6 ans entre un ouvrier et un cadre. Ce qui est **vrai**, c'est qu'un ouvrier peut espérer vivre en bonne santé jusqu'à 59 ans, soit **10 ans de moins qu'un cadre**.

✓ On nous dit que le nombre d'actifs diminuant menace nos retraites. **Faux**. En 1960, il y avait 4 actifs pour 1 retraité, en 2000, 2 actifs et en 2020, 1 actif pour 1 retraité. Ce qui est vrai, c'est que **la productivité du travail est plus importante**, les 2 actifs d'aujourd'hui produisent plus que les 4 de 1960.

✓ Pour faire face aux difficultés, il faudrait retarder l'âge de départ à la retraite. **Faux**. Au contraire, avec 5 millions de chômeurs, des millions de précaires, avant de faire travailler plus longtemps ceux qui ne veulent pas et ne peuvent plus, il est **juste et urgent** de faire travailler ceux qui le veulent et le peuvent. **Un million d'emplois à plein temps supplémentaires représentent 20 milliards d'euros**

de cotisations vieillesse de plus en moyenne. Il faut **exiger de travailler moins, mieux et de travailler tous, en réduisant le temps de travail à 32 heures avec obligation d'embauches**.

✓ Reculer l'âge de départ à la retraite permettrait de faire travailler plus longtemps les seniors. **Faux. Ce qui est vrai, c'est qu'aujourd'hui, au moment de la retraite, 6 salariés sur 10 sont sans emploi ou touchent des aides sociales.**

Si l'âge de la retraite est repoussée à 62 ans, une majorité des salariés de 60 ans à 62 ans vivra des Assedic ou du RSA. Quelle solution leur restera-t-il alors? Se tourner vers une retraite par capitalisation? C'est ce qu'attendent en embuscade, fonds de pensions et assureurs privés.

✓ Si on ne cotise pas plus longtemps, il n'y aurait pas suffisamment d'entrées d'argent pour les caisses de retraite. **Faux**. De l'argent, il y en a. Ce qui est vrai c'est que si on avait gardé la répartition qui existait en 1980 entre capital et travail, il y aurait 171 milliards de plus qui seraient allés aux salaires. Et c'est chaque année que ce déséquilibre en faveur des capitalistes se maintient. **Donc, en gros, 168 milliards de perdus pour les salariés en 2009 et plus de 170 milliards sûrement en 2010.** Autant dire qu'il n'y a plus de problème de retraites et que seraient largement épongés les 8,2 milliards d'euros de déficit des caisses de retraite comme celui de la sécu, en prenant sur les profits **pour augmenter tous les salaires de 300 euros net minimum**.

